

# L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



lundi 24 février 2020

## Algérie :

### Un an après, le Hirak est toujours là !

« On est pas venus pour faire la fête, mais pour vous faire partir ! ». C'est avec ce slogan que, dans les rues d'Alger et de nombreuses autres villes d'Algérie, les manifestants ont encore défilé par dizaines de milliers le week-end dernier. Et même ce week-end-là deux jours d'affilée, le vendredi comme chaque semaine depuis un an, et le samedi jour anniversaire de la première grande manifestation du Hirak (le mouvement), le 22 février 2019.

#### Contre le clan au pouvoir, une révolte sociale

Eh oui, un an après ils sont toujours là, toujours décidés à en finir avec un régime de privilégiés qui mettent dans leurs poches les richesses du pays pendant que la population, elle, fait face au chômage de masse, aux salaires de misère, et à l'indigence des services publics... Avec un régime où l'armée exerce le pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1962, et où, depuis, s'est développée une clique de grands patrons qui ont bâti leurs fortunes à l'ombre de l'État et de l'armée. Dont l'un d'ailleurs avait été reçu en grandes pompes par Macron il n'y a pas si longtemps, pour le féliciter des bonnes affaires qu'il fait également en France.

Côté libertés, les Algériens ne les ont pas demandées, ils les ont prises. Alors que les manifestations sont interdites depuis la guerre civile des années 1990, ils se sont réapproprié la rue, hommes comme femmes, toutes générations confondues, dans le cadre d'un mouvement tellement massif qu'il a rassemblé des millions de personnes. Le pouvoir a bien tenté de réprimer, en arrêtant des manifestants, mais il a dû reculer face à une détermination intacte.

#### « Qu'ils partent tous, la bande des voleurs »

Le Hirak avait commencé en février 2019, à l'annonce que le président Bouteflika, 82 ans, allait briguer un cinquième mandat présidentiel. Malade depuis des années, il n'était plus en état de gouverner, mais peu importe, il était le président fantoche derrière lequel se cachait le vrai pouvoir, celui des hauts gradés et celui des grands hommes d'affaires, tous plus ou moins liés aux divers clans de l'armée et du pouvoir.

Mais le 10 mars 2019, au bout d'un mois de manifestations, après un appel à la grève générale largement suivi dans le pays dans les entreprises, les commerces dont le rideau de fer restait baissé, dans

les écoles et les universités, les hommes au pouvoir retiraient la candidature de Bouteflika.

Le chef d'état-major, Gaïd Salah prenait ouvertement les rênes du pays, et promettait une nouvelle élection avec de nouveaux candidats pour le mois de juillet. Mais la supercherie n'a rien changé : « qu'ils s'en aillent tous », « tous ceux qui volent le pays » à commencer par Gaïd Salah lui-même, ont repris les manifestants.

#### Un peuple qui ne s'en laisse pas conter.

Alors Gaïd Salah a fait mine de faire du social en faisant jeter en prison, pour corruption, un certain nombre de grands patrons algériens. « Ils règlent leurs comptes entre eux » ont dit les manifestants. Quant à l'élection présidentielle annoncée pour juillet elle est passée à l'as : les seuls candidats potentiels, tous de vieux routiers de la politique algérienne, détestés de la population, n'ayant même pas osé se présenter.

Quand l'élection a finalement eu lieu en décembre, son gagnant, Abdelmadjid Tebboune, ancien premier ministre de Bouteflika et proche du chef d'Etat major Gaïd Salah, n'a été élu que par une minorité de votants, une majorité d'Algériens ayant boudé les urnes (avec pas moins de 60 % d'abstentions). Ni son élection, ni la mort peu après de général Gaïd Salah, aussitôt remplacé par un autre « homme fort » de l'état major n'ont rien changé. Personne ne fait confiance à tous ces gens du pouvoir.

Et la colère est toujours là, le Hirak, un an après, continue malgré les tentatives de le réprimer, puisque les arrestations continuent, et des grèves ont repris dans le pays.

**Car il ne s'agit pas de changer simplement un président par un autre, c'est le régime lui-même qu'il faut changer disent les Algériens.**

**PSA roule sur l'or... et la paye des salariés**

Tout va bien pour PSA : 2 milliards de profits en 6 mois (2,8 milliards en 2018 et 1,7 milliard en 2017) avec un PDG à 21 000 € par jour. Rachat d'Opel en 2017 pour 2,2 milliards et fusion avec Fiat-Chrysler en 2020, pour encore plusieurs milliards. Il y a 7 ans, la direction nous a expliqué qu'il fallait bloquer les salaires parce que le groupe était en difficulté. C'était déjà un mensonge à l'époque, et maintenant le prétexte pour ne pas nous augmenter, c'est quoi ? Que PSA manque encore d'argent ? Il faut des augmentations générale de 300 € pour tous.

**Déshabiller Pierre pour habiller Paul (de vieilles fripes)**

PSA recrute ! 150 postes sont à pourvoir sur le site de Vesoul. Ils correspondent en fait au transfert de la production du site d'Hérimoncourt. Si les activités sont transférées, les emplois stables ne le sont pas. PSA remplace les 205 postes restant à Hérimoncourt par 150 emplois précaires, avec au passage une augmentation certaine de la charge de travail. Cerise sur le gâteau, PSA se vante du fait qu'une partie de ces emplois pourront déboucher sur une embauche durable... après 18 mois ! Merci monseigneur !

**Condamnations en série pour PSA**

Ce lundi, le tribunal de Belfort a reconnu PSA coupable d'une « faute inexcusable » pour avoir négligemment exposé à des produits cancérigènes pendant des décennies un ouvrier de PSA Sochaux, Serge Heidet, atteint aujourd'hui d'un cancer broncho-pulmonaire. Serge n'est pas seul dans son cas, car PSA a déjà été condamné pour de tels faits, y compris sur d'autres sites. Une preuve de plus (s'il en fallait une) que l'entreprise ne fait pas grand cas de la santé de ses salariés.

**Bal des hypocrites**

PSA essaye de se redorer son blason en s'associant à *Solidarauto* pour « aider » les travailleurs pauvres à entretenir leurs guimbardes. Le projet serait né du constat que : « les personnes en situation de précarité n'entretiennent pas leur véhicule ... faute de moyen », sic. Avec des salaires de base gelés depuis des années et des ouvriers poussés à la porte à tour de bras, PSA s'y connaît en précarité ! On pourrait aussi décider de construire des voitures durantes pour faire faire des économies aux propriétaires et moins polluer. Mais cela n'est évidemment pas dans l'intérêt des patrons qui tirent sur les prix au détriment de la qualité et préfèrent vendre le plus possible de voitures neuves.

**Renault gros mytho !**

En annonçant un déficit de 141 millions d'euros la direction temporaire de Renault a expliqué n'avoir aucun tabou en matière de fermeture d'usines dans le monde et en France.

Par contre elle affiche une grande timidité pour aborder les manipulations comptables qui permettent d'afficher le bilan qui convient à son story-telling.

Baisse de dividendes versées par Nissan à Renault ou par d'autres entreprises dont il est actionnaire. Baisse des ventes de pièces moteur à d'autre constructeur et surtout 753 millions de charges supplémentaires « au titre de l'arrêt de la reconnaissance d'impôts différés actifs sur les déficits fiscaux en France ». En clair Renault a mis en négatif un montant qu'elle mettait en positif dans ses comptes les années précédentes.

Bref l'occasion fait le larron, tout est bon pour charger la barque mais les dividendes versés aux actionnaires vont pleuvoir pour un montant de 312 millions d'euros...

**La FNSEA entre l'oseille et le blé.**

Alors qu'une grande partie du monde agricole galère à joindre les deux bouts (30 % des agriculteurs n'ont pas pu se dégager de revenu en 2017) le site Mediapart a révélé quelques unes des pratiques salariales de la FNSEA. Ce syndicat agricole est depuis des décennies un ministère bis de l'agriculture, avec qui les pouvoirs publics se sont toujours entendus pour défendre un modèle agricole capitaliste. Celui-ci profite aux plus gros propriétaires terriens, bien plus grands patrons industriels que paysans. Compte tenu de cette situation pas étonnant que le directeur général du syndicat émarge à 13 400 € par mois. C'est plus que... le ministre de l'agriculture.

**Agriculteurs retraités : Macron n'a pas d'argent pour eux**

Au Salon de l'agriculture, Macron a jugé « impossible » de revaloriser les retraites actuelles des agriculteurs à 85% du Smic. Ils ne touchent en moyenne que 760 € de retraite mensuelle. Encore moins pour les femmes : 580 euros ! Les revaloriser, cela coûterait 1,1 milliard d'euros, dit Macron. Le budget de la défense a encore augmenté de 1,7 milliard cette année, passant à 37,5 milliards d'euros. « Un argent de dingue », comme dirait Macron, pour financer les généraux et leurs engins de mort.